

16 Intermédiaires financiers

En 2016, la valeur ajoutée des **intermédiaires financiers** continue de baisser (- 3,7 % par rapport à 2015, dont - 6,4 % pour les seuls établissements de crédit). Cette baisse provient principalement du recul de la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim ; - 6,6 %), du fait d'une diminution de la **marge globale d'intermédiation** de 11 points de base. Dans un contexte de baisse des taux, le coût moyen de refinancement des banques en 2016, qui sert de référence pour le calcul de la marge d'intermédiation, diminue de 12 points par rapport à 2015. Le taux moyen de rémunération des dépôts baissant de 15 points, la marge d'intermédiation sur les dépôts augmente de 3 points relativement à l'évolution du coût de refinancement. S'agissant des crédits, le taux d'intérêt moyen appliqué à la clientèle baisse de 32 points du fait de la hausse des renégociations des crédits à l'habitat, ce qui conduit à une contraction de la marge d'intermédiation sur les crédits de 20 points. La **production facturée** mesurée par les commissions diminue également (- 1,9 %). Ces différents facteurs conduisent à une érosion du taux de marge (au sens de la comptabilité nationale) de 3,2 points de pourcentage en 2016, pour atteindre 39,4 %.

Les flux d'intérêts, ajustés de la production de Sifim, continuent de diminuer (- 6,8 % pour les intérêts reçus et - 7,1 % pour les intérêts versés, contre respectivement - 9,8 % et - 8,8 % en 2015), en lien avec la baisse des taux. En revanche, les flux de dividendes poursuivent leur progression (+ 15,2 % pour les dividendes reçus et + 13,7 % pour les dividendes versés, contre respectivement + 23,0 % et + 51,1 % en 2015). Les « autres transferts courants divers (nets) » retrouvent leur tendance de long terme (- 1,5 milliard d'euros en 2016), en

retrait par rapport au montant atteint en 2014 (- 5,1 milliards d'euros), année marquée par le paiement d'une amende de 4,2 milliards d'euros aux autorités des États-Unis par le groupe BNP Paribas. La formation brute de capital fixe continue sa progression (+ 5,3 %), tirée par l'essor des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

Au total, la capacité de financement des intermédiaires financiers, après plusieurs années de baisse, se redresse nettement pour atteindre 7,0 milliards d'euros en 2016 après 5,1 milliards d'euros en 2015, essentiellement en raison de l'amélioration du solde des dividendes et de la baisse de l'impôt sur les sociétés.

La valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale diffère du produit net bancaire (PNB) calculé dans le cadre de la comptabilité privée des établissements de crédit. En particulier, le PNB n'est pas grevé de certaines charges correspondant à des consommations intermédiaires tandis qu'il intègre les revenus de la propriété ainsi que les plus ou moins-values liées à la détention d'actifs financiers. Les revenus de la propriété ne sont pas, en effet, enregistrés en comptabilité nationale comme de la production mais comme des opérations de distribution. De même, les plus ou moins-values ainsi que tous les gains et pertes sur actifs financiers (y compris sur opérations de change) n'apparaissent pas dans le compte non financier des établissements de crédit, étant enregistrés dans les comptes de réévaluation patrimoniale. C'est pourquoi, entre 2014 et 2016, ces deux indicateurs évoluent en sens opposé. La valeur ajoutée des comptes nationaux se contracte (- 0,7 % puis - 6,4%) tandis que le PNB progresse (+ 6,1 % puis + 1,0 %), du fait de la forte hausse du solde des dividendes, des gains nets sur opérations de change et d'arbitrage et, dans une moindre mesure, de la hausse du solde des intérêts. ■

Définitions

Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF) : ils regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions, d'autre part la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

Marge globale d'intermédiation : somme des marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts.

Intermédiaires financiers 16

1. Compte non financier des intermédiaires financiers

en milliards d'euros						
		2014	2015	2016	Évolution 2015 / 2014 (en %)	Évolution 2016 / 2015 (en %)
Production	a	136,7	137,5	132,5	0,6	-3,6
Sifim	a1	52,9	52,2	48,8	-1,3	-6,6
Production facturée	a2	82,4	83,8	82,2	1,7	-1,9
Production pour compte propre	a3	1,4	1,4	1,5	5,5	7,5
Consommation intermédiaire	b	66,6	68,9	66,6	3,5	-3,5
Valeur ajoutée brute	c = a - b	70,0	68,5	66,0	-2,2	-3,7
Salaires et cotisations sociales (y compris imputées)	d1	34,0	34,3	34,6	0,8	1,0
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation	d2	5,0	5,1	5,4	2,9	5,9
Excédent brut d'exploitation	e = c - d1 - d2	31,1	29,2	26,0	-6,1	-11,0
Intérêts reçus	f	122,4	110,4	102,9	-9,8	-6,8
Dividendes reçus	g	28,0	34,4	39,6	23,0	15,2
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets)	h	0,6	1,0	0,8	63,0	-23,8
Autres revenus d'investissements (nets)	i	-21,8	-22,2	-20,7	-1,9	6,5
Intérêts versés	j	117,0	106,6	99,1	-8,8	-7,1
Dividendes versés	k	10,8	16,2	18,5	51,1	13,7
Solde des revenus primaires	m = e + f + g + h + i - j - k	32,6	29,9	31,0	-8,3	3,7
Impôts courants	n	8,7	9,0	7,9	4,1	-12,7
Formation brute de capital fixe	q	14,2	15,5	16,3	9,0	5,3
Autres transferts courants divers (nets)	r	-5,1	-1,7	-1,5	66,9	7,9
Autres postes (nets)	o	1,5	1,3	1,7	-10,4	24,6
Capacité de financement	s = m - n - q + r + o	6,2	5,1	7,0	-17,7	37,1
Ratios (en %)						
Taux de valeur ajoutée	c / a	51,2	49,8	49,8	///	///
Part des Sifim dans la production	a1 / a	38,7	38,0	36,8	///	///
Part des services facturés dans la production	a2 / a	60,3	61,0	62,0	///	///
Taux de marge	e / c	44,4	42,6	39,4	///	///
Taux d'investissement	q / c	20,3	22,6	24,8	///	///

Champ : France.

Sources : Insee, comptes nationaux, base 2010 ; Banque de France.

2. De la valeur ajoutée au produit net bancaire des établissements de crédit

en milliards d'euros						
		2014	2015	2016	Évolution 2015 / 2014 (en %)	Évolution 2016 / 2015 (en %)
Valeur ajoutée		65,2	64,7	60,6	-0,7	-6,4
Consommations intermédiaires n'entrant pas dans la formation du PNB		19,9	19,7	19,9	-0,8	1,2
Intérêts nets et dividendes liés à la détention de titres et au refinancement interbancaire		5,8	11,0	17,4	90,6	57,5
Intérêts nets (ajustés du Sifim)		-14,3	-14,1	-12,2	1,8	13,4
Dividendes nets		20,1	25,1	29,6	24,8	17,7
Éléments du compte de résultat comptabilisés dans les comptes de réévaluation		10,3	11,9	10,5	15,2	-11,5
Contribution nette des plus et moins-values sur titres		11,1	7,5	6,8	-32,1	-9,9
Contribution nette des instruments financiers dérivés		1,1	5,9	-1,4	456,1	-124,5
Dotations aux provisions sur titres		0,8	0,0	0,5	-106,2	1113,3
Gains nets sur opérations de change et d'arbitrage		-2,6	-1,5	4,7	42,7	418,8
Produit net bancaire		101,2	107,4	108,5	6,1	1,0

Champ : France.

Sources : Insee, comptes nationaux, base 2010 ; Banque de France.